

FONDATION
POUR
L'INNOVATION
POLITIQUE



FÉVRIER 2008

www.fondapol.org

ALLER EN IRAN

5-16 JANVIER 2008

Jérôme MONOD
Franck DEBIÉ

ALLER EN IRAN

5-16 JANVIER 2008

Jérôme MONOD
Franck DEBIÉ

SOMMAIRE

	POURQUOI ALLER EN IRAN ?	3
1	REDÉCOUVRIR L'IRAN	7
	Ce que nous dit l'un des grands ayatollahs de Qom	9
	Profondes modifications de la vie en société	13
	Transformation des esprits	20
2	CHOSSES VUES ET ENTENDUES EN IRAN	29
	Bazars : société civile et pouvoir politique s'évitent-ils ?	29
	Hôpitaux : les limites de l'État	32
	Entre intellectuels : visions du paradoxe iranien	34
	Cercles du pouvoir islamique : entre désir d'ouverture et « jacobinisme » chiite	38
	Milieus d'affaires	44

Les auteurs remercient la société SAIPEM,
qui a rendu possible le bon déroulement de leur séjour en Iran.

POURQUOI ALLER EN IRAN ?

Nous souhaitions depuis un an aller en Iran. Pour des raisons d'emploi du temps, ce voyage, préparé depuis des mois, a eu lieu au début du mois de janvier 2008.

La rencontre personnelle avec les Iraniens d'aujourd'hui visait à répondre à des questions que notre connaissance lointaine de ce pays – dont les traits fondamentaux se retrouvent encore – laissait sans réponse.

Surtout, l'Iran est depuis quelques années au centre d'une confrontation stratégique entre des pays occidentaux qui le connaissent mal et des géants orientaux émergents qui bouleversent les données économiques, sociales et politiques du monde.

Enfin, nous voulions aller voir derrière les images les plus répandues ou les préjugés qui concernent l'insécurité, l'hostilité à l'égard des étrangers et le rôle des femmes, et savoir ce qu'il en est du développement en Iran d'une culture moderne brillante.

Nos interrogations ont reçu des débuts de réponse.

L'arbitraire des pouvoirs, issu de la révolution, n'a pas disparu. Il crée un sentiment d'insécurité qui affecte l'économie et la vie quotidienne. Les idéologies hostiles à l'Occident, et à l'économie moderne, la méfiance vis-à-vis des étrangers sont en repli dans la société, mais aussi au sein des cercles de pouvoir. L'État iranien, dans sa forme institutionnelle, est étroitement lié avec l'islam chiite – on pourrait dire : englobé par lui. À cet égard, l'opinion publique souterraine est en train d'évoluer. Un grand désir de paix et de vie moins contrainte se fait jour. Les Iraniens ne se satisfont plus du *statu quo*.

Le nationalisme reste un sentiment dominant qui perdurera (deux millions de morts pendant la guerre avec l'Irak et deux mille ans d'histoire depuis les Achéménides). Un grand intérêt, une curiosité

active pour l'ouverture au monde – qu'il s'agisse de l'économie, des modes de vie, de la liberté, de la culture – ne feront négliger ni oublier l'iranité.

L'économie et l'administration continuent à se moderniser. L'influence de la diaspora y contribue. L'Iran n'est pas un pays fermé.

Le peuple n'a pas de véritable respect pour les clercs : les mosquées se vident progressivement. Les religieux conservent cependant un pouvoir politique et social déterminant. Une partie d'entre eux espère une évolution vers plus de démocratie et de modernité économique. Ils sont en quête d'une voie propre pour l'Iran.

La volonté de ne plus faire la guerre, le rejet implicite de l'arme nucléaire par la population, l'aspiration à des relations diplomatiques et humaines avec les autres pôles du monde se font sentir. Comment concilier l'Orient et l'Occident ? Il est difficile de trouver aujourd'hui la réponse, mais si nous ne nous laissons pas impressionner par les préjugés, si nous allons de l'avant, la France et le monde occidental trouveront une ouverture vers ce très grand pays, puissance de demain dont la révolution pacifique reste à faire.

L'arrivée de nuit à Téhéran laisse l'image d'un aéroport ultra-moderne, presque vide. Les liaisons internationales sont encore peu nombreuses. Nous arrivons dans une ville sombre.

Trois jours après, nous quittons notre hôtel, situé sur les hauteurs de la ville, au flanc du mont Demavend dont le sommet culmine à 5 671 mètres. Nous avons traversé le centre de la ville, sa partie historique où le bazar et les mosquées voisinent avec l'ancien palais royal : symboles d'une société de marchands, d'une religion omniprésente et d'un pouvoir qui, depuis des siècles, a cherché à construire un État.

Sur la route d'Ispahan, la neige est partout : sa blancheur recouvre le désert, les plis montagneux qu'ont formés des poussées géologiques. Nous passons, sans nous y arrêter, devant la gigantesque mosquée du mausolée de l'imam Khomeyni (décédé en 1989), et le poignant cimetière des martyrs de la guerre Iran-Irak.

Nous longeons la ville de Kashan, ville traditionnelle d'artisanat, d'agriculture, célèbre pour sa fabrication d'essence de roses. Les rosiers de Kashan, nous dit-on, sont les plus beaux.

Quelques dizaines de kilomètres plus loin se trouve l'agglomération de Natanz, en pleine steppe désertique. Avant d'y arriver, on remarque des batteries antiaériennes qui laissent deviner l'emplacement de sites nucléaires. Ce n'est un secret pour personne.

Puis nous arrivons à Ispahan, l'ancienne capitale des Safavides (début du ^{xvi}^e siècle-premier quart du ^{xviii}^e siècle), la ville aux nombreux ponts : celui dit « des trente-trois ponts » (il a trente-trois arches) construit sous le règne de shah Abbas (1588-1629) ; le pont construit par son fils ; un autre édifié sur des fondations massives datant du temps des Sassanides (qui succédèrent aux Parthes), le pont dit « de bois » qui peut former une écluse pour distribuer l'eau dans les canaux d'alimentation des quartiers de la ville.

Enfin, nous découvrons la splendeur des mosquées bleues et vertes, les jardins et les espaces lumineux qu'un urbanisme attentif et

visionnaire, depuis trois ou quatre siècles, a ménagés avec des parcs au bord de l'eau, des allées et des rues bordées d'arbres magnifiques.

Ispahan est une très belle ville, avec un vieux quartier que l'on rénove. Téhéran est une capitale désordonnée et laide où les monuments historiques sont noyés dans l'ensemble confus d'une urbanisation sauvage.

1

REDÉCOUVRIR L'IRAN

Nous avons décidé d'aller en Iran depuis quelques mois, pour un voyage d'une dizaine de jours. Nous voulions, dans cette période où certains prédisaient le pire, voir par nous-mêmes, comprendre mieux ce grand pays dans sa vie quotidienne, et discerner ce qu'un État volontairement coupé du monde occidental peut espérer ou rejeter d'un univers de plus en plus global. L'Iran, pays à forte identité historique, va-t-il ou peut-il rejoindre le train des nations géantes qui bougent rapidement ? Et si oui, à quelles conditions ?

Nous n'avons pas rencontré les dirigeants iraniens. Notre objectif n'était pas d'élaborer des prévisions sur les décisions qu'ils seront amenés à prendre ; nous voulions plutôt saisir sur le vif les aspirations d'une société qu'ils ne peuvent ignorer.

Pour nous qui réfléchissons aux transformations de la France, de l'Europe et du monde à moyen terme, pour notre fondation qui se définit par le mot « innovation », aucune réticence idéologique ou politique, aucune crainte de l'imprévisible ne devaient nous arrêter. Malgré les avertissements de tous ceux qui nous disaient : « Rien n'est clair aujourd'hui en Iran », ou encore : « Il ne faut pas y aller en ce moment, c'est dangereux », nous avons fait le pari de nous y rendre.

Il est vrai que nous avons observé tout et son contraire, ce qui nous a parfois rendus perplexes. La révolution de 1979 était-elle inéluctable ? N'était-elle, au début, que la conséquence de la faiblesse

du Shah et de l'indécision des élites ? L'imam¹ Khomeyni savait-il vers quel régime il emmenait son pays ? Le clergé était-il idéologiquement préparé et capable d'organiser les suites du renversement de l'ancien régime ?

Ce n'est qu'après deux années que l'imam Khomeyni a établi sur le pays une autorité absolue et installé son pouvoir, au prix d'une période de désordres aussi monstrueuse que la Terreur de la Révolution française. Une telle déchirure nous conduit à nous poser des questions sur ce qui reste de la révolution. L'État iranien est-il autonome du pouvoir religieux ? Quel est le rôle réciproque du religieux et du civil dans la vie sociale ? La population aime-t-elle son clergé ? Le respecte-t-elle ? Des aspirations religieuses orientent-elles encore sa vie ? Est-elle, comme dans tant de pays orientaux, attirée par le mode de vie occidental, et, en premier lieu, celui de l'Amérique ? La société iranienne reste-elle captive d'une idéologie totalitaire ou peut-on y déceler un début de laïcisme ? Le peuple aspire-t-il d'abord à la paix ? Le nationalisme est-il le sentiment dominant ? Autant d'interrogations auxquelles nous cherchions des débuts de réponse...

Quelques impressions se sont progressivement imposées à nous, à travers les contacts très variés que nous avons eus. Ce pays est un condensé de contradictions mal résolues : une démocratie « religieuse » dominée par les clercs n'a pas grand sens ; une économie moderne peut difficilement être soumise à la loi du Coran ; un pays situé dans un espace géographique aussi exceptionnellement stratégique ne peut renoncer aux armes de sa défense. Mais qu'en est-il des moyens les plus extrêmes, en particulier nucléaires ? L'Iran peut-il concilier l'Occident et l'Orient dans le choix de ses relations économiques et de ses modèles sociaux ? Une paupérisation qu'on nous dit croissante ne sera pas longtemps supportée par la population alors que le pays dispose des richesses en énergie parmi les plus importantes dans le

1. Titre donné au successeur de Mahomet et à ceux d'Ali ; chef de prière dans une mosquée ; pour les chiites, l'imam est le guide spirituel et temporel de la communauté islamique.

monde actuel. Entre ces contradictions, il n'y a pas de synthèse aisée pour l'observateur étranger, ni pour les Iraniens eux-mêmes.

L'innovation étant au cœur de notre réflexion, notre désir d'aller voir sur place s'est trouvé justifié par cette complexité, souvent sous-estimée, de l'Iran qui n'est pas un pays arrêté ni une société fossilisée par une « révolution religieuse ». Comme nous l'avions fait en Chine, en Inde, en Amérique du Nord et en Russie² nous avons rencontré des gens de toutes conditions et pu parler avec eux de façon libre – étonnamment libre par rapport à l'idée que l'on se fait en Occident.

CE QUE NOUS DIT L'UN DES GRANDS AYATOLLAHS DE QOM

Nous arrivons à Qom, l'une des deux villes saintes de l'Iran (avec Meched), après deux heures et demie d'autoroute. La sortie de Téhéran est difficile et les camions engorgent la circulation pendant notre trajet. Contrairement à nos impressions, il y a un code de la route, des limitations de vitesse, des radars, et de petits postes de police installés dans des bureaux mobiles tous les vingt ou vingt-cinq kilomètres. Mais la conduite automobile est un art en Iran – un art acrobatique mais relativement sûr. Les véhicules se frôlent et se frayent un chemin en fonction de leur cylindrée. Les échanges entre conducteurs restent courtois. Nous n'avons pas entendu les imprécations fréquentes chez nous. On conduit à l'intimidation, sans klaxonner.

Qom est une ville qui compte, avec ses environs, 700 000 habitants. C'est un lieu de pèlerinage pour les Iraniens, et le siège d'un puissant clergé qui compte plusieurs grands ayatollahs³.

2. Voir notamment « Qu'apprendre du miracle indien ? », *La Lettre de la Fondation pour l'innovation politique*, n° 16, novembre 2005 ; C. Chavel, F. Debié, J. Monod, *Intégration et appartenances en Amérique du Nord*, mars 2006 ; J. Monod, J. de Boishue, *Retour de la Russie*, juillet 2006 (disponibles sur www.fondapol.org).

3. Ayatollah : titre donné aux chefs religieux de l'islam chiite, dont ils sont l'instance suprême ; un grand ayatollah est un ayatollah de rang supérieur, auquel ses disciples se réfèrent dans de nombreuses situations et demandent de publier un livre de

Celui que nous rencontrons pendant plus d'une heure, le grand ayatollah Makarem Shirazi, dispose, grâce à sa fondation financée par un chef d'entreprise, d'installations modernes mais sans luxe ostentatoire. Son bureau est installé dans une grande bibliothèque aux murs couverts de livres. Il y a un centre d'enseignement pour les élèves qui ont dépassé la fin du collège et une salle de conférence. Les voitures sont dans un parking couvert avec ascenseur. Bref, la fondation, support des activités de notre ayatollah, est riche.

Le turban blanc de notre hôte indique qu'il n'est pas un descendant du Prophète (contrairement au *seyyed*, qui porte un turban noir). Mais il a écrit de nombreux livres. Il prend la parole dans de nombreuses occasions. Il conduit les prières du vendredi ou lors des grandes fêtes religieuses, voyage à l'étranger et est en contact étroit avec le Guide de la révolution islamique⁴ (Ali Khamenei) qui vient à Qom, presque toutes les semaines, pour prier, rendre des arbitrages locaux et se tenir au courant des démarches avec l'administration. L'atmosphère est chaleureuse, détendue, courtoise, révérencielle.

Son pouvoir économique est réel. Nous avons évoqué sa fondation, financée par un grand industriel dont les usines avaient été confisquées au profit de l'État et dont les biens immobiliers et les domaines fonciers étaient menacés de séquestration. En les remettant à la fondation, celui-ci souhaitait être assuré que la fondation les conserverait comme biens de mainmorte à l'abri de l'arbitraire de l'administration. Il est président non exécutif du conseil d'administration avec 49% des parts et le grand ayatollah Makarem Shirazi – qu'il connaissait bien – est l'administrateur général. Il a donc fait apport irréversible, à l'époque, de ses biens immobiliers et fonciers à la fondation.

Les résultats financiers, qui ne sont pas négligeables, sont affectés à des actions de recherche et d'éducation religieuses, à des publications

jurisprudence dans lequel il donne des réponses à la plupart des problèmes quotidiens des musulmans.

4. Le Guide de la révolution islamique est le premier personnage du régime en Iran. Ce poste a été créé par la constitution de 1979, et il représente la plus haute autorité politique et religieuse du pays.

et des traductions, aux frais de gestion (la fondation s'est adjoint les services d'un avocat), de personnel et de voyage. Les bureaux sont neufs et tous les moyens modernes informatiques et de communication sont là.

Le grand ayatollah n'a pas à proprement parler de pouvoir politique, mais il exerce une influence politique par le biais des œuvres de la fondation, de ses relations avec d'autres organismes similaires et avec la communauté qui gravite autour de lui. Il reçoit beaucoup – groupes et individus – et est consulté par des musulmans d'autres pays. À une étudiante turque qui voulait savoir si la loi islamique l'obligeait à mettre le *hidjab* à l'université ou non, il a répondu par une formule d'accommodement raisonnable : « Il faut ôter le voile s'il le faut, et faire des études. Nous, les croyants, ne devons pas nous laisser réduire à l'ignorance ». L'étudiante a compris. Elle a été rassurée.

Après les présentations d'usage, la première question a été la suivante : « Êtes-vous heureux d'être en Iran ? » – question qui allait au-delà de la courtoisie ordinaire. Il voulait savoir si nous étions troublés ou non par la « démocratie religieuse », c'est-à-dire englobée dans l'islam, contrôlée par ses règles, son clergé et ses gardiens. Il nous demande : « Que pensent l'Occident et la France de l'Iran ? L'Iran est-il connu et respecté avec son identité propre ? » Il nous décrit celle-ci comme pacifique, désireuse d'établir des relations avec le monde extérieur, avec les autres religions, mais sans rien renier de son essence religieuse et politique. Religion et vie économique ne sont pas exclusives l'une de l'autre, nous dit-il, mais l'islam est constitutif de la personnalité iranienne. Il convient de l'enseigner et de le pratiquer pour progresser dans tous les domaines : respect des autres, paix, ouverture au monde, maintien des diversités culturelles au sens large.

Une autre question porta sur les raisons pour lesquelles l'Occident ignore l'Iran et fait peu d'efforts pour comprendre sa nature et ses positions.

Désireux de nous faire bien saisir les valeurs de son pays, il nous a expliqué que suivre la loi de l'islam conduit à respecter la justice, la

sécurité et la rationalité. Nous avons interprété ce terme « rationalité » comme le besoin de ne céder ni à la passion ni aux extrémismes, mais d'organiser la vie dans la cité – la vie tout entière – sous la forme d'un « état de droit ».

Nos propres réflexions générales rejoignant dans une large mesure la plupart des siennes, le grand ayatollah a été plus direct : « Que disent vos médias, que je lis, que j'écoute ? Pourquoi cette agressivité ? Est-ce dû seulement à la méconnaissance de l'Iran, ou à un jugement négatif sur la nature de notre pays, de ses valeurs ? Pourquoi l'Occident tarde-t-il tant à faire l'effort de venir à sa rencontre ? Nous sommes un pays de vieille civilisation, de modernité et qui suit sa propre voie. Un pays qui pèsera de plus en plus dans le monde moderne. Que pensent les dirigeants français ? Sont-ils conscients des dangers que représente, pour le monde, l'hégémonie d'une puissance ? Partagent-ils les intentions hostiles des Américains ? »

L'Europe, il le comprend, n'a pas de connaissance claire de ce qu'est l'Iran. Mais la mondialisation oblige chacun à corriger les fausses images qu'il a de l'autre, à faire plus d'efforts pour écouter, comprendre et agir, à ajuster ses points de vue selon les perspectives acceptables pour chaque nation et utiles pour le monde. Il termine en disant : « Les Iraniens ne voient jamais leur bonheur dans le malheur des autres. »

Cet homme fin, ouvert sur le monde, conservateur et libéral à la fois, nous a impressionnés par sa fermeté mais aussi par sa modération, sous le langage convenu de sa pensée. C'est d'abord un croyant, qui cherche dans la religion une voie pour la modernité. Nous nous quittons en décidant de garder un contact par l'intermédiaire de l'antenne de la fondation qu'il vient d'installer à Londres.

Nous sommes confortés dans quelques idées simples, plutôt raisonnables. L'Iran veut la démocratie, mais en l'accordant avec les valeurs positives de l'islam. L'Iran désire s'ouvrir à l'extérieur et participer au dialogue des civilisations, notamment avec la nôtre, celle de l'Europe. Mais l'Iran ne supporte pas d'être humilié : il veut être considéré comme l'égal de tout autre pays et rejette l'hégémonie, d'où qu'elle vienne.

Une partie des religieux iraniens essaient de mieux comprendre les aspirations du peuple et de le guider vers un meilleur destin. Aussi est-il temps pour nous, Français, d'admettre que l'Iran sera l'un des moteurs du développement mondial, du fait de ses ressources, de son marché intérieur, de sa diaspora, de sa place stratégique ; d'imaginer qu'un Iran plus libéral et plus ouvert peut constituer un espace d'harmonie dans cette partie du monde qui est la sienne, entre l'Occident et l'Orient, harmonie fondée sur l'attention mutuelle, la compréhension réciproque et le désir de modernité. Il nous paraît important et urgent d'assumer avec plus d'initiative et de détermination le côté positif de nos liens avec l'Iran et nos responsabilités envers cette grande nation : beaucoup d'Iraniens rêvent de rencontrer l'Occident, l'Europe et l'Amérique.

PROFONDES MODIFICATIONS DE LA VIE EN SOCIÉTÉ

Le régime des Pahlavis avait essentiellement accéléré le développement économique et l'équipement du pays : en 1925, Reza Khan, après avoir pris le pouvoir en 1921, s'est proclamé shah et a fondé la dynastie Pahlavi ; il a imposé en Iran la modernisation, l'occidentalisation et la sécularisation.

Depuis la révolution islamique, et surtout depuis 1989, après la mort de l'imam Khomeyni, la vie en société s'est profondément transformée. L'évolution de l'Iran ne s'est pas arrêtée avec la révolution. Les changements les plus importants concernent les services qui rendent l'existence des individus moins dure, le développement de la médecine, une grande amélioration de la sécurité, le sort des minorités, les rapports entre les classes sociales.

L'urbanisation accélérée des grandes villes, où l'on trouve plus d'emplois que dans les campagnes, a conduit les municipalités et les ministères à développer des services modernes et qui fonctionnent souvent très bien. Des lignes de métro se construisent dans les plus grandes cités. Le chemin de fer est encore lent et incommode, mais le ministère compétent ne peut, à cause des sanctions, s'adresser à

l'Occident pour obtenir le matériel nécessaire. Il va se tourner vers la Chine et l'Inde. Le téléphone mobile est l'instrument indispensable à tous les actes de la vie quotidienne, et son usage s'est généralisé. Téhéran, avec 14 millions d'habitants, est un modèle de propreté, comme l'est Ispahan. Les services de l'eau fonctionnent, comme la distribution électrique ou les services de nettoyage et de déneigement. Les panneaux de publicité ne sont offensants ni pour le goût ni pour la morale. La police fait ce qu'elle peut pour régler la circulation. Il y a des vols, des cambriolages, mais pas de violences dans les rues, et un sentiment réel de sécurité règne. Les petits restaurants, les commerces sont accueillants, les gens sont aimables, serviables et sourient aux étrangers.

Le médecin est un dieu

La visite de deux hôpitaux nous a frappée par la qualité de leur équipement, très moderne, par leur accueil très attentif des patients, la compétence de leur personnel médical, que nous avons eu l'occasion d'approcher.

Le premier, l'hôpital Mehr, est une sorte de grande clinique privée dont cent soixante médecins sont actionnaires. On y apprend que les médecins, dès la sortie de l'université, sont affectés pendant cinq années dans des villages ou des villes en province, et reviennent ensuite dans les centres hospitaliers à Téhéran ou dans d'autres grands centres urbains, selon la qualité de leurs études et les « crédits » qu'ils ont pu obtenir pendant ces années passées en province.

On apprend aussi que des maladies qui étaient en voie de régression réapparaissent – tuberculose, malaria, variole –, et que le sida et les diverses addictions aux drogues sont en fort développement. On nous dit que certains cercles autour du pouvoir seraient les premiers fournisseurs de drogue ! Le marché des médicaments n'est pas efficacement contrôlé. Il y a une contrebande juteuse de médicaments et de produits pharmaceutiques de base. Certains d'entre eux, conditionnés en flacons, sont dilués, ce qui, dans certains cas, favorise les maladies.

L'hôpital Mahak ne reçoit aucune aide de l'État. C'est une fondation spécialisée qui reçoit les donations de personnes privées, d'entreprises, de collectivités publiques. Chaque année, de véritables ventes aux enchères sont organisées pour financer tel équipement, tel nouveau service, un lit d'hospitalisation ou une extension. C'est le modèle anglo-saxon. Les familles des patients sont remboursées par un système d'assurance-maladie, y compris pour ceux qui n'ont aucune ressource et dont le voyage est pris en charge par l'hôpital. On nous dit que 80 % des enfants cancéreux, traités avec beaucoup d'attention et d'humanité, sont sortis d'affaire, au moins pour un temps. Les familles attendent, avec les enfants, et rien n'est plus triste que ces mères impuissantes, désespérées, silencieuses, qui se lèvent lorsque passe le médecin. Il est une sorte de dieu pour elles. Le regard, le visage de ces mères qui serrent leur enfant dans les bras et vivent le pire de leur existence, est bouleversant.

En province, les hôpitaux généraux n'ont pas les mêmes équipements que ces deux établissements. Il y a une médecine hiérarchisée, et on peut imaginer qu'elle est, selon les ressources des patients, au moins à deux vitesses.

La toute-puissance chiite ménage les autres religions

Contrairement à certaines idées reçues, les minorités religieuses sont admises et tolérées dans la mesure où elles s'abstiennent de faire du prosélytisme. Mais il n'y a aucune restriction concernant leur activité économique.

L'Église chaldéenne⁵ est très proche de l'Église catholique. Elle réussit à se maintenir, mais ses fidèles en France (8 000) ou aux États-Unis (200 000) ont trouvé des lieux de culte plus propices au maintien de leur foi. En Iran, la pratique religieuse, pour ceux qui ne sont pas musulmans, n'est pas aisée. Le dimanche, jour de célébration comme chez nous, est un jour de travail en Iran. La loi islamique

5. L'Église catholique chaldéenne, Église chaldéenne catholique ou Église chaldéenne d'Orient, est une des Églises catholiques orientales.

s'impose à tous. L'Église nestorienne⁶ subsiste dans quelques villes, très peu nombreuses, et s'est exilée aux États-Unis et en Australie. Elle subsiste aussi au Kurdistan et dans quelques vieux sites de la Route de la Soie.

Il y a aussi des synagogues pour la communauté juive, des églises catholiques et quelques temples protestants, en général anglicans.

L'évêque de Téhéran que nous avons rencontré après le service chaldéen nous a fait une forte impression par sa distinction intellectuelle, sa sérénité. Il a une expérience de l'étranger, de la France notamment, même s'il n'a jamais été à l'Ambassade de France. Il parle notre langue. Il nous a confié qu'un certain nombre de musulmans cherchait l'aide spirituelle dont ils ressentaient le besoin dans l'Église chaldéenne, celle du christianisme des origines qui a conservé le parler araméen. Mais l'apostasie est condamnée par le Coran et passible de mort. Il y a une sorte d'Église cachée, d'Église du silence, et l'évêque est tenu à une grande prudence.

L'Église zoroastrienne⁷ est admise parce qu'elle représente la religion la plus ancienne, préchrétienne et préislamique, et l'on peut voir notamment dans la ville de Yazd – où nous n'avons pas pu nous rendre pour des raisons de temps et de climat – les « tours du silence » où sont déposés et exposés les corps des défunts. Au centre de la ville brille jour et nuit, dans le temple silencieux, la flamme du feu de Mazda.

Quant à l'islam chiite, religion dominante et dominatrice en Iran, on nous dit que la pratique religieuse est en nette diminution et que les mosquées sont presque vides, à l'exception des jours de fête et notamment des dix jours de l'Achoura célébration du martyr de Hussein, marqués par des prières et des gémissements d'une tristesse poignante, que les haut-parleurs amplifient de manière tragique,

6. L'Église nestorienne, ou Église apostolique assyrienne de l'Orient, est une Église autocéphale de tradition syriaque orientale. Elle est une des héritières de l'antique Église de Perse qui fut une des premières Églises chrétiennes.

7. Le zoroastrisme est une religion monothéiste, dont Ahura Mazda est le dieu ; elle a été professée par Zarathoustra.

avec des cérémonies de contrition et des cortèges de flagellants. Goût collectif de l'émotion violente dont on trouve des exemples analogues dans notre propre civilisation.

Un peuple qui s'appauvrit

La paupérisation d'une partie du peuple iranien, évoquée plus haut, est particulièrement visible dans la transformation et le fonctionnement de la ville de Téhéran. Depuis les origines relativement récentes de la capitale, la partie nord de la ville, spécialement à l'époque des Kadjars (1794-1925) et des Pahlavis (1925-1979), était occupée jusque sur les flancs du mont Demavend par les maisons d'été des familles aisées, de l'aristocratie ou des diplomates. Le sud de la ville, peu organisé, est un mélange de logements de médiocre ou de basse qualité, de taudis, d'usines et d'ateliers.

La ville s'organise sur la spéculation immobilière

Nous avons vu que le schéma traditionnel de l'organisation urbaine, consiste en un bazar avec ses mosquées, et un palais où se situe le pouvoir.

Le bazar central de Téhéran reste un ensemble apparemment désordonné de galeries marchandes, dont certaines d'allure fort médiocre, de petites échoppes, parfois de magasins sur deux ou trois étages pour les produits à forte valeur ajoutée (boutiques de tapis, notamment). Ce désordre n'est qu'apparent : les différentes fonctions représentées dans le bazar (magasins, galeries spécialisées, restaurants, mosquées, gardiennage) sont parfaitement repérables.

Les marchands qui végètent dans leur commerce restent dans leur modeste recoin. Ce sont en général des conservateurs qui soutiennent les religieux pour que rien ne change. Ceux qui font de bonnes affaires émigrent, tout en gardant leur échoppe dans le bazar, vers les quartiers nord, soit pour créer des sociétés de services, soit pour fonder ou acheter un atelier, une usine de montage ou de fabrication, ou un grand magasin de vente et de stockage.

On voit donc que l'économie de bazar s'est diversifiée et modernisée loin de ses limites géographiques, surtout au nord. Les chefs d'entreprise préfèrent créer un réseau de petites unités industrielles plutôt qu'une grande usine. Mais les liens avec le bazar demeurent vivaces. Les *bazaris*⁸ pèsent aujourd'hui plus dans la vie politique que dans l'activité économique par l'appui qu'ils apportent au régime clérical en faveur du conservatisme.

La partie nord de la ville fait l'objet d'une spéculation immobilière effrénée ; la municipalité rachète les terrains, parfois les confisque et laisse construire des tours de bureaux ou de logements, ou encore des ensembles résidentiels luxueux. La partie sud voit au contraire une stagnation de l'immobilier et connaît peu de développements de qualité. L'eau de Téhéran vient de la montagne du nord, le Demavend ; elle est fraîche et pure. Au sud, distribuée par les canaux qui la transportent vers les différents quartiers, elle est moins bonne, chaude, parfois polluée. Au nord, l'air est frais et relativement exempt de pollution ; au sud, il est plus chaud et pénible à respirer.

Aujourd'hui, avec l'urbanisation et la spéculation portant sur le moindre terrain, une sorte de rattrapage général se fait, au moins en apparence, mais on observe beaucoup de misère, et un chômage visible qu'on estime à 30 % ou 40 % de la population.

Une immigration non voulue

L'immigration est un autre problème de la société iranienne, qui est devenu aigu avec la détérioration de l'économie, l'inflation et l'absence d'un système de crédit incitatif. Il y a trois millions d'Afghans immigrés près des frontières ou dans les banlieues. Ils effectuent tous les travaux (en particulier dans le bâtiment) ou les « petits boulots » que les Iraniens répugnent à faire. Lorsque l'économie faiblit, il y a une vague d'expulsion de ces immigrés qui touchent une petite somme et s'empressent ensuite de repasser la frontière pour revenir. Le Pakistan, le Tadjikistan, l'Azerbaïdjan, l'Arménie et aujourd'hui

8. Marchands du bazar.

l'Irak envoient également leurs contingents d'immigrants, en quantité moindre. Le phénomène provoque un début de racisme.

Y a-t-il un État iranien ?

Peut-on parler d'un État iranien ? Au sens abstrait du terme, peut-être, si l'on ajoute « islamique ». Au sens de la réalité de ce que fait ou représente pour les habitants d'un pays un État, la réponse est non. Il n'y a pas de sécurité juridique. Les administrations sont souvent corrompues et peu capables de décider. Ce qui ne signifie pas que les tâches normalement dévolues au gouvernement ne sont pas remplies. Au contraire, la révolution iranienne s'est accompagnée d'une large décentralisation du pouvoir central au profit des maires et des députés. Même les ministres ont augmenté leur pouvoir, dans la mesure où la fonction de Premier ministre a été supprimée.

Il y a des institutions économiques et financières, celles qui sont rigoureusement indispensables à la vie du pays : une banque centrale, dont nous avons rencontré un ancien gouverneur et le vice-gouverneur actuel qui vient d'être choisi comme vice-directeur général du Fonds monétaire international. Et puis, bien sûr, les institutions bancaires, qui gèrent une économie de rentes et d'échanges commerciaux.

Dans la vie économique comme dans l'administration, l'évolution du statut des femmes a permis de commencer à leur reconnaître des responsabilités qu'elles n'avaient jamais exercées : au Parlement, dans les conseils municipaux, les professions libérales et les services de santé. Elles sont surtout le pivot d'une institution de refuge et de sécurité, la famille, qui est dans la vie des Iraniens l'objet d'un profond attachement et une « institution » de solidarité, de reconnaissance, de vrai respect.

On peut aussi penser que le système politique des mollahs⁹ a presque anéanti ce que nous entendons par État, puisque tout peut être remis en cause et bloqué par les différents conseils qui dépendent du Guide

9. Clercs de rang ordinaire dans le clergé chiite.

de la révolution : Assemblée des experts, Conseil de discernement de l'intérêt supérieur du régime, Conseil des gardiens de la révolution.

Certes, cette diversité d'institutions permet au système de trouver des contrepoids aux pouvoirs des uns ou des autres lorsqu'ils deviennent excessifs. Mais le Guide actuel a finalement plus un rôle d'arbitrage que d'impulsion, et la caractéristique essentielle du pouvoir iranien est sa faible capacité à décider.

On s'accorde à penser – sinon à dire – que le pouvoir central et l'administration sont corrompus et ont beaucoup de mal à agir, malgré l'intelligence et la lucidité d'une partie des élites au pouvoir, y compris les nouvelles élites montées de la base par l'armée, les gardiens de la révolution et les étudiants.

On cherche alors en vain où se trouve le leadership, la vision d'ensemble de la société, les vues sur l'avenir du pays. Une prise de conscience commence à se faire jour. Mais il faudra sans doute qu'un choc politique – intérieur ou extérieur – assez violent se produise pour que l'Iran regagne une place honorable dans la course mondiale au développement économique et social.

TRANSFORMATION DES ESPRITS

Ce soir, nous quitterons l'Iran au terme de tant de rencontres, de discussions, de découvertes.

Sous un ciel profond, notre dernier matin à Téhéran déverse une lumière transparente, éblouissante sur la neige, sur les arbres, le long des rues. La montagne toute blanche du Demavend montre les formes bleuissantes de ses versants qui se détachent avec netteté. Elle plane au-dessus de la ville déjà éveillée comme si elle préparait, dans un silence austère, notre entrée dans les jardins et le palais du Golestan. Là se trouve le trône d'albâtre du roi. C'est là que se tenaient les audiences royales, devant un long bassin bordé de platanes très anciens. Les jardins jouent de la densité et de la hauteur des plantes et des arbres : pins, sycomores, magnolias. Ils donnent de la fantaisie et de la douceur à la rigoureuse géométrie de l'ordonnancement des massifs. Dans un autre

bâtiment, les « tours des vents » apportent l'air frais à un autre palais kadjar, plus tardif, où la fantaisie et le merveilleux de la décoration des verreries et des glaces font scintiller les murs et les plafonds.

« Arrogants » et « déshérités »

Dans un restaurant proche du palais du Golestan, un convive, journaliste et écrivain – que nous interrogeons notamment sur le rôle des médias en Iran –, peint le portrait d'une ville, d'un pays, qui éveille en nous de tout autres émotions.

Il nous parle d'abord de la misère que connaît au moins un tiers de la population qui vit en dessous du seuil de pauvreté. Les enfants des rues, les mendiants réapparaissent depuis quelques années, alors que l'on en voyait plus il y a cinq ou dix ans. Les prix des biens de consommation ordinaires qu'il connaît bien, parce qu'il fait lui-même son marché, ont presque doublé depuis deux ans, plus que l'inflation qui se situe, selon l'origine des estimations, entre 15 % et 35 %. Les plus démunis reçoivent aucune aide lorsqu'ils n'ont pas d'emploi : ni pour les soins médicaux, ni pour le chômage, ni pour la retraite. Il n'y a pas à Téhéran l'équivalent des Restos du Cœur. Les pensions de retraite, lorsqu'elles existent, sont très faibles. Une partie importante de la population vit d'une double activité ou de multiples petits boulots : ramassage des ordures, balayage, déneigement, lavage des voitures, trafics en tout genre.

Dans les campagnes, la misère est plus dure encore. La réforme agraire n'a pas réussi à former une classe moyenne de petits propriétaires. Les exclus viennent dans les villes et se retrouvent dans les périphéries, sans travail, loin du centre où l'on peut quand même trouver une petite occupation qui permet de manger un peu.

Les classes moyennes supérieures – les « arrogants » qu'on oppose aux « déshérités » –, au contraire, gagnent bien leur vie, parfois mieux qu'à l'étranger, si l'on compare les pouvoirs d'achat : médecins, chirurgiens, dentistes et autres spécialistes, avocats, cadres ou dirigeants, chefs d'entreprise et ingénieurs qualifiés. Leur première préoccupation est de donner à leurs enfants un niveau d'éducation

supérieure qu'ils trouvent dans les universités à l'étranger, surtout en Suisse, au Royaume-Uni ou aux États-Unis. Le rêve, c'est d'assurer à ses enfants un avenir meilleur que le sien.

Précisant le portrait de la ville, notre invité dépeint un Téhéran pollué, congestionné, lieu où l'on lutte pour la vie, où beaucoup vivent dans un stress permanent. On croise dans la rue des personnes, âgées souvent, qui donnent le sentiment d'une immense fatigue, d'un désespoir sans recours qui ravage les visages et obscurcit les regards.

À tout cela s'ajoute un urbanisme anarchique qui provoque une activité de spéculation immobilière intense, avec ce que cela entraîne d'injustice et de ségrégation entre les riches et les pauvres.

Des services publics qui fonctionnent

Mais Téhéran n'est pas cela. Les services publics fonctionnent, et la vie intellectuelle se développe de façon intense avec les industries du cinéma et de la télévision, les grandes affiches modernes (qu'elles soient publicitaires, politiques ou religieuses), les théâtres, les musées qui se rénovent peu à peu, l'embellissement de la ville par un bon entretien des monuments et des bâtiments publics. Seule la vie musicale manque : il y a peu de concerts, mais ils sont suivis avec passion.

La ville est prospère parce qu'elle a mis la main sur les terrains séquestrés ou achetés. Elle laisse construire appartements et bureaux et lève des taxes importantes. Elle peut donc fournir un effort d'équipement et d'entretien des infrastructures publiques. Ce qui manque encore, c'est un projet pour la cité, un dessein raisonnable, un objectif social et des capacités suffisantes de management et de gestion. Cela fait de la municipalité un des autres concurrents politiques du pouvoir d'État.

Des médias politiques

Les médias n'ont pas un rôle d'animation, d'entraînement, de mobilisation pour une vie meilleure, plus « éclairée », nous dit

notre journaliste-écrivain. Tous les journaux sont contrôlés par un conseil spécial qui dépend directement du Guide ou de ses délégués. Cela vaut en particulier pour la nomination des directeurs. Beaucoup d'organes de presse sont des propriétés privées et tirent d'importantes ressources des petites annonces et de la publicité. C'est aussi le cas des radios (plus de mille stations dans le pays) et de la télévision dont les dirigeants sont nommés et les programmes rigoureusement surveillés par le pouvoir. Il faut cependant noter qu'un des deux plus grands journaux appartient à la municipalité de Téhéran. Ce qui peut simplifier les choses en période électorale... L'autre grand journal, conservateur, est propriété de l'État.

Au plan politique, journaux et radios se partagent entre les deux grands courants réformateur et conservateur. L'Iran est l'un des rares pays où l'opposition se trouve dans la droite au pouvoir, la « gauche » n'ayant ni leader ni programme. Le journal politique le plus important ne tire qu'à 80 000 exemplaires, alors que le journal de grande information générale sans ligne politique marquée touche plus de 500 000 lecteurs.

Les médias étrangers intéressent davantage les Iraniens. Les paraboles et les décodeurs se bricolent et s'installent sans véritable contrôle. La presse anglo-saxonne est le modèle pour l'Iranien qui cherche à s'informer, et Voice of America est très écoutée.

Il y a une vague école de journalisme créée au temps du Shah, peu performante. La France, contrairement à d'autres pays, dégage très peu de moyens pour attribuer des bourses dans ses propres institutions de formation. C'est pourtant un effort qui serait très utile et même nécessaire, car dans le domaine de la presse, comme celui de la culture, la France est encore très attrayante. On n'imagine pas à quel point intellectuels et élites du pays s'intéressent à l'Occident. Ils nous parlent de politique, de culture, de revues et de livres français. C'est impressionnant.

À la question : « Les médias iraniens contribuent-ils à former ou à structurer l'opinion politique ? », la réponse est : « Non. » Il n'y

a pas de débat réel entre la droite et la gauche. La première s'occupe de financement des campagnes. La seconde est pratiquement inexistante.

Nous remercions notre convive du portrait de l'Iran qu'il nous a dessiné. Il est Français et Iranien, éduqué en France, son père ayant été chercheur à l'université de Strasbourg. Revenu dans son pays, il travaille pour une organisation française. L'Iranien, éduqué jeune dans un pays occidental, ne peut s'empêcher à une certaine période de sa vie de revenir au pays pour y rester de façon temporaire ou permanente...

Modernité et émergence des cultures

La transformation des esprits, au moins dans la partie éduquée et active de la population, nous l'avons perçue très nettement lors de l'audience que nous a accordée, un matin, Mohammad Khatami, ancien président de la République (1997-2005).

Aucun entretien ne nous a donné autant le sentiment de la transformation des esprits vers une certaine forme de la modernité. On ne l'imagine pas en Occident. L'hodjatoleslam¹⁰ Khatami, fils d'ayatollah, a reçu une éducation religieuse et également a obtenu une licence de philosophie et une maîtrise de sciences de l'éducation de l'université de Téhéran. Il a été député au premier Parlement de la République islamique, élu en mai 1997 à la présidence de la République et a rempli deux mandats successifs.

Homme intègre, esprit rigoureux dans ses raisonnements, lucide sur l'état de l'Iran, ouvert sur le monde, il nous tient un discours impressionnant qui ne correspond pas à l'image de l'Iran que peut avoir l'opinion publique européenne ou américaine.

Courtois à la façon des politiques (on entend parler de sa nouvelle candidature en 2009 à la présidence de la République), ses expressions pour parler de l'Iran, de l'Occident et de l'Orient sont lisses, presque

10. Titre donné aux théologiens et aux docteurs en jurisprudence dans l'islam chiite

comme s'il faisait une leçon de géostratégie philosophico-politique, dans un pays encore dominé par le clergé.

Il nous parle de la globalisation et du monde multipolaire et ses propos nous font penser à des débats européens, ou en tout cas français. Il nous décrit le caractère inéluctable du phénomène : « L'économie bouge, et le monde change très vite. Qui ne le comprend pas risque d'être effacé progressivement de la carte du monde. Il faut donc, pour les pays qui veulent conserver leur place dans le monde et leur identité, ne pas céder aux hégémonies et trouver les chemins qu'il faut suivre : ceux de la démocratie, du développement économique, mais en suivant la voie qui convient et qui n'est pas nécessairement celle des autres. On n'adopte pas des façons de gouverner ou d'organiser un régime démocratique en prenant des modèles qui tombent du ciel ou sont imposés, que ce soit ceux des Lumières, dont il y a beaucoup de leçons à prendre, ou ceux des régimes des grandes puissances qui effacent les différences et uniformisent les façons de penser. Le dialogue des cultures est nécessaire, mais il ne doit pas aboutir à fondre ou à mélanger les visions du monde qui sont diverses. Chaque pays doit choisir les principes de la démocratie et la façon de penser qui lui convient, qui est différente des autres. Faute de quoi, la violence et l'intolérance déchireront le monde. La compréhension de l'autre, la convergence pacifique des cultures reposent sur trois principes fondamentaux : égalité, justice et développement. Les institutions mondiales doivent être profondément réformées pour tenir compte de ces objectifs. Elles ne sont plus adaptées au monde moderne. Mais il faudra beaucoup de temps pour les réformer. Que l'Occident apprenne à mieux connaître l'Iran ! L'ignorance crée la peur et la haine. Nous serons heureux si vous transmettez ce message, parce que notre pays se sent méconnu ou traité avec condescendance. »

L'ancien président, en nous raccompagnant, prononce à nouveau les mots de paix, de compréhension réciproque, d'éducation, de justice et de respect mutuel. Certes, les Iraniens aiment tenir le beau langage, autant que celui de la menace et de l'imprécation. Mais notre

hôte est sincère, connu pour son intégrité et son libéralisme modéré. Il nous a impressionnés.

Pourquoi aller au-devant de l'Iran avec confiance et optimisme ?

L'Iran reste difficile à déchiffrer. Nul ne peut prédire avec assurance ce qu'il adviendra de ce grand pays qui a une position entre les mondes en mouvement de la Russie, de l'Asie centrale, de la Chine, de l'Inde, du Pakistan et des pays du Moyen-Orient. Il a connu dans le passé des situations de proximité géopolitique avec les mondes grec, égyptien, arabe, les pays d'Asie centrale, l'Inde. Il a subi la double pression, plus récemment, des Russes et des Britanniques. Il est resté lui-même à travers toute son histoire, quitte à adopter, en la transformant, une nouvelle religion, en s'appropriant une autre écriture.

Nous avons acquis, au cours de ces dix intenses journées, quelques idées simples, peut-être hasardeuses, que l'on pourrait résumer comme nous le faisons au moment de conclure notre voyage.

Nous aimerions que beaucoup de Français et d'Européens fassent le voyage d'Iran, sans préjugés, et cherchent à connaître ce pays fascinant, excitant ainsi le désir de ses dirigeants et de ses milieux influents d'apprendre à mieux connaître l'Occident et de dialoguer avec lui.

Il nous semble que beaucoup de nos interlocuteurs, et les religieux eux-mêmes, constatent une érosion de l'islam chez leurs coreligionnaires.

Les Iraniens soucieux de leur pays souhaitent qu'il reste dans la course du monde, sans abandonner une religion qui est appelée à devenir moins tyrannique.

La paix nous semble être le désir profond et général de la population et d'une partie des élites, religieuses ou non. Personne ne souhaite aller à une confrontation avec qui que ce soit, sauf menace très grave, et la possession de l'arme nucléaire ne paraît pas un objectif fondamental et essentiel pour la nation. Sans doute, pense-t-on, y a-t-il mieux à faire. D'autant que, confrontés à un monde principalement sunnite, certains Iraniens voient plutôt

leurs alliés naturels du côté de la Turquie, et même d'Israël – État à l'égard duquel nous avons constaté, au cours de nos entretiens, qu'il n'y avait ni hostilité ni réaction de rejet. Sans qu'on puisse y voir un nationalisme excessif, les Iraniens refusent de dépendre politiquement, économiquement ou sur le plan énergétique des autres États, et notamment de leurs voisins.

Les Iraniens sont attirés de façon presque irrésistible par le mode de vie occidental symbolisé par les États-Unis. Nous avons rencontré beaucoup d'Iraniens diplômés des meilleures universités américaines, et leurs enfants sont élevés comme des petits Américains. Mais le sentiment de la patrie iranienne reste fort, et il faut reconnaître que si l'Iranien se sent à l'aise chez lui aussi bien qu'à Paris, Genève, Londres, New York ou Los Angeles, il est d'abord iranien.

Un ancien président de la République a rappelé devant nous que la nation iranienne n'avait pas produit depuis longtemps de la science, de la technologie, de la puissance économique, de l'éducation, du développement politique et de l'ouverture sur le monde. Ce désir d'ouverture est la seule chance pour l'Iran de rester dans le train des nations en mouvement. Ses élites, même religieuses, le souhaitent. Les Européens ne pourraient que se réjouir, à tout point de vue, d'une ouverture rapide de l'Iran. Les responsables, religieux ou non, en sont plutôt d'accord.

Il nous a semblé que l'Iran était désireux de sortir de son immobilité. Nous partons convaincus qu'il est un pays qui n'a pas encore fait sa vraie révolution, car les Iraniens ne se satisfont pas du *statu quo* actuel.

2

CHOSSES VUES ET ENTENDUES EN IRAN

Les entretiens présentés ci-dessous reprennent les propos que nous avons recueillis (le plus souvent traduits) au cours de notre voyage. Ils ont servi de base à l'analyse que nous avons développée dans la première partie ; ils ne visent pas à l'exactitude et nous avons cherché à les replacer dans leur contexte. Ils peuvent éclairer notre idée de l'Iran développée dans l'ensemble de ce texte.

BAZARS : SOCIÉTÉ CIVILE ET POUVOIR POLITIQUE S'ÉVITENT-ILS ?

Notre premier contact avec Téhéran fut le bazar central, un des plus grands du monde, avec ses milliers de boutiques superposées sur deux ou trois niveaux, juste en face du palais du Golestan, construit par les souverains Kadjars au XIX^e siècle. Face-à-face traditionnel entre le pouvoir politique et le pouvoir économique, dont le religieux semble étrangement absent : pas de grande mosquée aux environs. Les mosquées anciennes, de petite taille, sont discrètement enchâssées dans le dédale des ruelles du bazar qui semble avoir pris son essor autour d'elles. Aussi étrange que cela puisse paraître, le centre-ville de la capitale de la République islamique n'a pas de très grande mosquée. Le régime a décidé de remédier à cette anomalie : deux gigantesques mosquées sont en cours de construction aux portes de l'agglomération.

Le pouvoir et le bazar se sont toujours mutuellement surveillés. Un jeune historien franco-iranien évoque la distance que les grands *bazaris* du début du siècle marquaient à l'égard du pouvoir politique : « *Méfiez-vous des princes. Notre argent est propre, et il vient du commerce, comme celui du Prophète qui était commerçant. L'argent des dirigeants et des princes, lui, vient des confiscations et des impôts... Depuis les Omeyyades*¹¹ *jusqu'à Khomeyni, poursuit notre historien, les Iraniens n'ont pratiquement pas eu de dirigeants autochtones qu'ils aient pu choisir. Le pouvoir politique s'est ainsi toujours trouvé en marge de la société. D'une certaine manière, pouvoir et société ont longtemps fonctionné comme des sphères autonomes. Il y a toujours eu des relations de méfiance, d'évitement, une sorte de coexistence prudente avec des accommodements réciproques. Il y a toujours eu, de part et d'autre, des limites invisibles qu'il ne fallait pas franchir.* »

Le bazar d'aujourd'hui continue à se faire son idée du pouvoir. Au troisième étage du bazar aux tapis, les marchands nous entreprennent sans crainte : « *Profitez-en, il y a une réduction pour vous. Une réduction de 20 % ! C'est une réduction en l'honneur de notre président. Depuis qu'il est là, l'économie est pourrie. D'ailleurs, vous le voyez, il n'y a personne... Pas de touristes. Les gens d'ici n'ont plus d'argent pour acheter. Rien ne marche. Tout est cher. Profitez-en, ça ne va pas durer. Quand il partira, il n'y aura plus de sanctions, les choses iront mieux et ce ne sera plus les mêmes prix. Les gens, nous les connaissons. Nos tapis sont fabriqués en ville, dans les ateliers, mais aussi dans les tribus, dans les montagnes, aux frontières. Les gens n'ont pas d'argent. Ils n'achètent pas. Ils attendent.* »

Plus loin dans le bazar des bijoutiers, nous trouvons la cantine de la Fierté Islamique, restaurant des *bazaris* et de leurs clients. Rien de trop : du marbre blanc sur les sols et les murs, quelques carreaux de céramique pour toute décoration, éclairage au néon. Le service est expéditif. Pas de nappes sur les tables en formica. Pas de musique. À peine des conversations. On mange vite pour retourner travailler. Presque autant de femmes que d'hommes. On se passe du pain entre les groupes, mais on n'échange guère. Le nombre des employés

11. Dynastie de califes arabes, qui régna à damas de 661 à 750.

nous surprend : plus de quinze personnes affairées en cuisine, plus de trente serveurs pour une petite centaine de clients. *« C'est à cause de la neige. Les gens ne sont pas venus aujourd'hui. D'habitude, il y a une queue de plusieurs centaines de personnes devant la Fierté Islamique. Il faut servir très vite et bien chaud. Les gens n'ont pas de temps à perdre. C'est la règle pour réussir dans ce métier. Et puis les employés ne sont pas très chers. Beaucoup sont payés à la journée. C'est la raison pour laquelle nous sommes là depuis des années. »*

Dans les boutiques d'habillement, les contrefaçons grossières des marques occidentales sont la règle. On peut ainsi pour un prix modique s'acheter, tout en un, un blouson Lacoste-Versace-Diesel! *« Ce n'est pas un peu trop de marques ?, s'enquiert-on. Non, les gens aiment ça. Ça les fait rêver, répond le marchand. Qu'importe si ce n'est pas la même chose que là-bas. De toute façon, nos clients à nous, pour la plupart, ils ne voyagent pas. »*

La clientèle plus aisée ne se déplace plus au centre de la ville. Elle achète dans les boutiques de proximité, ou dans les bazars secondaires, le plus important étant celui du nord de la ville qui prend, ici et là, des airs de galerie marchande à l'européenne. Il y a aussi de vastes boutiques spécialisées sur les grandes avenues des quartiers chics. La modeste échoppe des *bazaris* dans le bazar central n'est souvent qu'une relique des débuts de l'affaire familiale. Les *bazaris* possèdent souvent plusieurs établissements dans toute la ville, s'adressant à tous les types de clientèles. La plupart d'entre eux ont échappé aux confiscations qui ont suivi la révolution islamique. Ils ne dominent plus l'économie mais continuent à concentrer une partie importante des capitaux. Un grand nombre d'entre eux restent pieux, attachés au respect qu'on doit à la religion, et contribuent généreusement aux œuvres caritatives.

La partie sud du bazar, la plus ancienne, celle qui s'est construite autour des premières mosquées de Téhéran, ressemble au quartier du Sentier à Paris. C'est le bazar de la confection, des tapis et tapisseries, des cuirs. Les ateliers, voire les petites usines, se situent à proximité immédiate des magasins, et s'étendent sur plusieurs hectares. On

y trouve toutes les fournitures pour les ateliers : fils, tissus, fermetures Éclair, pièces détachées pour les moteurs, petites machines... Tout doit aller vite. On paie comptant, en billets : de préférence des dollars, ou, maintenant, des euros qui se déprécient moins. À côté des produits fabriqués sur place dominent les produits chinois bon marché : textiles, outillage, habillement, petit électroménager, montres, téléphones portables.

« Les boutiques et les bazars donnent une bonne idée de la société iranienne, nous dit un jeune Franco-Iranien. Il y a une classe aisée qui vit de plain-pied avec les capitales occidentales, et essaie d'avoir en Iran le type de consommation qu'on connaît là-bas, quitte à payer deux fois plus cher une voiture ou à acheter les vins fins au marché noir. Il y a une classe moyenne qui connaît beaucoup de difficultés, faite de tous ceux qui ont été déclassés par la révolution et de ceux qui, malgré tout, ont eu, dans l'administration ou les entreprises publiques, une promotion. Ils font vivre le commerce des quartiers. La vie est encore plus dure pour les vrais milieux populaires – petits fonctionnaires, employés, sans rentes ni propriété – que vous avez rencontrés dans le bazar central. Enfin, il y a la masse des pauvres qui ne participent pas à l'économie formelle et moderne de l'Iran : journaliers payés en nature, manœuvres, manutentionnaires, souvent venus des campagnes, dépourvus de protection sociale. Ce sont eux, les vrais « déshérités » de l'Iran. Ils sont des millions... »

HÔPITAUX : LES LIMITES DE L'ÉTAT

« La santé est une chose trop importante pour être laissée seulement à l'État », explique le fondateur d'une clinique pour les enfants atteints du cancer, également praticien dans un vaste hôpital privé cogéré par une centaine de médecins qui en sont actionnaires. Habitant dans l'un des meilleurs quartiers de Téhéran, ce « patron » a été professeur de médecine à l'université et dans l'un des hôpitaux publics de la ville. C'est l'un des grands pédiatres du pays, spécialiste des maladies du sang chez l'enfant. Les parents de ses petits patients lui témoignent le plus grand respect.

Une patiente française hospitalisée quelques jours dans un hôpital à Téhéran confirme cette révérence à l'égard des médecins : *« Ici, les médecins, particulièrement les chirurgiens, sont des dieux. Ils décident de manière souveraine. Ils sont surpris que le patient leur pose des questions ou essaie de comprendre. Leur savoir, leur statut, leur autorité sont respectés par tous d'une manière quasi absolue... Quel contraste avec les religieux dont on se moque si volontiers ! »*

La fondation Mahak que dirige le professeur a réussi à créer un petit hôpital ultramoderne pour les enfants cancéreux sur les hauteurs de Téhéran, dans une zone naguère protégée comme « réserve royale de chasse », aujourd'hui en pleine urbanisation. À la différence de l'hôpital public qui pratique des chimiothérapies et des radiothérapies classiques, l'hôpital Mahak utilise pour ses enfants malades les protocoles thérapeutiques les plus modernes et les appareillages les plus sophistiqués. Les soins sont entièrement gratuits. Les mères sont hébergées avec les enfants. Tout le monde s'est mobilisé. Un donateur a fourni les vitres du bâtiment, un autre des habits de rechange pour les petits malades et leur famille. Le petit hôpital ne néglige pas la recherche en réseau avec d'autres établissements en Europe : il est l'un des lieux de recherche sur les effets secondaires des nouveaux protocoles. Une jeune femme médecin, formée à Villejuif, à l'Institut Gustave-Roussy, anime l'équipe. Elle poursuit ainsi l'effort de toute une équipe de spécialistes du cancer des enfants, formés en Allemagne ou aux États-Unis. *« Nous sommes en permanence en contact avec nos collègues. Nous participons aux colloques, aux réseaux de recherche. L'Iran n'est pas un pays fermé », nous dit-elle.*

À l'hôpital Mehr – « l'hôpital de la gentillesse » –, hôpital privé, cogéré par une centaine de médecins actionnaires, tout est impeccable, mais rien n'y est luxueux ni ultramoderne. *« On fait avec ce que l'on a. Le nécessaire, rien de plus », nous confie une infirmière spécialisée dans les échographies et formée en France. « Le matériel n'est pas du dernier cri, mais les patients sont contents. Il y en a beaucoup. »* Le personnel est nombreux mais affairé. L'hôpital privé se porte bien : le laboratoire

d'analyses est modernisé, un nouveau bâtiment de radiologie sort de terre, après un autre, tout en verre et en marbre.

« Les initiatives particulières sont nombreuses. La société est dynamique. Les Iraniens savent s'organiser entre eux. Mais ces initiatives privées restent insuffisantes pour répondre aux grands défis de la santé publique en Iran, avoue cependant le professeur. Nous avons besoin d'un État plus fort. Il y a de nombreuses maladies liées à la mauvaise qualité de l'eau. Dans certaines régions, les risques de choléra n'ont pas disparu. Les drogues ravagent l'Iran. On trouve vraiment tout ce que l'on veut ici. Beaucoup de pathologies les accompagnent. L'État donne l'impression d'être impuissant. Le sida est problème massif et sous-estimé. Nous avons notre scandale du sang contaminé. Aujourd'hui, l'accès aux trithérapies est coûteux. Il y a, pour ces médicaments comme pour d'autres, une contrebande pharmaceutique scandaleuse. Certains produits sont reconditionnés sur place, avec d'autres dilutions... C'est ainsi qu'un antibiotique qui ne pose aucun problème en Europe a, en Iran, des effets secondaires dangereux. C'est révoltant. Il y a bien sûr un monopole d'importation de l'État pour les médicaments, mais les contrôles sont insuffisants. Beaucoup d'argent est en jeu, alors... »

ENTRE INTELLECTUELS : VISIONS DU PARADOXE IRANIEEN

À Téhéran, comme dans tout l'Iran, on se réunit beaucoup à la maison, à l'heure du thé ou le soir, avec ses amis, pour discuter de tout, échanger, puis dîner rapidement. Il y a toujours des fruits, des fleurs, du thé... On est fier de montrer sa maison, les photos des parents et des enfants, ses dernières acquisitions : livres, DVD, œuvres d'art contemporaines, antiquités... *« Une grande partie de la vie culturelle se passe à domicile »*, explique un intellectuel.

Lors d'un de ces dîners, nous rencontrons des intellectuels et des artistes. L'un a traduit un grand nombre d'œuvres philosophiques européennes en persan – de Nietzsche à Foucault –, l'autre a mis en scène une pièce de Sophocle, d'abord en Iran, puis à Rome, en s'inspirant du théâtre traditionnel iranien, un troisième est un philosophe célèbre dans le monde, une quatrième, Franco-Iranienne, vient faire

en Iran la promotion d'un de ses livres initialement édité à Paris...
« L'Iran est tout sauf une île, nous avait-on dit. Après la révolution, et surtout depuis la fin de la guerre, beaucoup d'œuvres ont été traduites. Les gens les lisent, en discutent. Leur culture n'est pas superficielle. Les débats sont sérieux. Les Iraniens apprécient les pensées sophistiquées, les systèmes, les confrontations intellectuelles. Les religieux eux-mêmes, face à cette vague, ont un peu renoncé aux seuls arguments d'autorité. Ils ont senti qu'ils étaient un peu limités et qu'ils risquaient d'apparaître archaïques. Ils ont pris la vague. Vous savez, ce sont des intellectuels, des professeurs, des gens qui lisent, qui écrivent. Alors ils ont eux aussi fait des efforts pour s'ouvrir, connaître les œuvres profanes, entretenir un dialogue avec la modernité et les penseurs contemporains. ».

Quelle est l'identité de l'Iran ? Pour l'un des convives, l'identité iranienne se situe d'abord dans la continuité, le temps long. *« L'erreur des Européens, c'est de toujours penser à partir d'eux-mêmes. Il y a eu ici de nombreuses civilisations avant les Lumières. L'Iran d'aujourd'hui ne peut être entièrement séparé de la Perse antique. Ce n'est pas une vue de l'esprit. Le clergé chiite est le descendant direct du clergé mazdéen. Il en a repris les lieux de culte et de pèlerinage. Il joue un rôle comparable dans la société. Beaucoup de traits de l'islam chiite en Iran trouvent une origine dans la religion zoroastrienne. C'est d'ailleurs une religion qui reste vivante. Il y a même des députés qui représentent cette minorité. Il y a aussi la présence persistante des tribus. Elles sont là depuis plus de quatre mille ans. Elles restent des forces économiques et politiques. L'élevage continue à dépendre d'elles. Quelque chose du mode de vie traditionnel subsiste : les fêtes, la chasse, l'élevage, la solidarité tribale. Dans leurs zones, les tribus s'organisent comme elles l'entendent. Les membres des tribus descendus en ville conservent un contact avec leur montagne d'origine. Il y a une dimension tribale et régionale dans le vote, dans les réseaux de pouvoir. Il y a aussi la bureaucratie persane : elle survit à tous les régimes. Elle assure sa propre continuité et la continuité de l'État : elle se veut professionnelle, efficace, moderne ; elle est très hiérarchique ; elle peut aussi être corrompue. On ne peut pas comprendre l'Iran sans comprendre que ce pays a quatre mille ans, comme la Chine ».*

Pour une autre, une artiste peintre, l'Iran d'aujourd'hui, c'est d'abord la jeunesse. *« Il n'y a jamais eu autant de jeunes Iraniens. La moitié de la population aurait moins de trente ans. L'arrivée à maturité des classes du baby-boom iranien c'est aujourd'hui même, comme il y a quarante ans en France. Cette jeunesse veut consommer. Elle aime les technologies, la musique. Elle rêve de l'Amérique et de l'Europe ».* *« C'est, nous dit un jeune Iranien, une jeunesse où chacun se sent l'égal de l'autre. Les jeunes s'habillent dans le même style en haut et en bas de la ville, ce qui n'était pas le cas il y a vingt ans. »* Cette jeunesse, souvent matérialiste, trouve la vie difficile et s'évade parfois dans la drogue. Mais elle aspire aussi à rêver, à créer, à dire quelque chose d'elle-même. D'où la multiplication des artistes amateurs, des groupes de musique, des photographes en chambre, des écrivains d'un jour qui forment un milieu dense, passionné. Tous échantent sur Internet et rêvent d'être découverts par l'étranger.

Pour un troisième, philosophe, l'identité de l'Iran est dans une contradiction culturelle interne à fois difficile à vivre et féconde. *« L'Iran est schizophrénique : d'un côté, il y a un désir d'occidentalisation, une obsession de l'Occident, une identification avec les Européens, les Américains, le monde développé... une façon de se sentir de plain-pied, « chez soi », à Paris, à New York, à Londres. D'un autre côté, il y a quelque chose de profondément asiatique et traditionnel dans la société, qui n'est pas seulement lié à l'islam. C'est la priorité donnée à la famille, le manque de confiance dans les structures collectives. Il y a un « chacun pour soi » qui n'est pas un individualisme à l'occidentale, mais plutôt un repli un peu méfiant. Chacun se sent comme limité, réduit à un cercle étroit. Chacun l'accepte comme une donnée de l'existence, face à laquelle on ne peut pas faire grand-chose. Cela n'exclut pas, chez beaucoup d'Iraniens, le courage, le goût du progrès, la solidarité concrète entre les individus, le désir de faire de son mieux.*

Le projet de politiser l'Islam, qui a été nourri par des intellectuels de formation marxiste, résultait du besoin de faire bouger les choses, mais tout en s'insérant dans une tradition. L'occidentalisation imposée d'en haut ne pouvait pas ne pas rencontrer ses limites. Mais la

politisation révolutionnaire de l'islam n'est pas un bienfait pour la religion. Celle-ci s'affaiblit lorsqu'elle se politise. D'ailleurs, certains des théoriciens laïques de la « révolution islamique » n'avaient pas beaucoup de respect pour la religion. Ils la considéraient comme une « superstructure », l'expression d'un « ordre féodal ». Ils voulaient s'en servir comme d'un instrument. Finalement, nous nous trouvons face aux mêmes structures, aux mêmes paradoxes, aux mêmes ambiguïtés qu'avant la révolution : un besoin d'occidentalisation et, en même temps, une profonde résistance culturelle, sociale et même économique à l'occidentalisation. Cette contradiction, nous ne l'avons pas résolue. Elle existe dans d'autres pays que je connais peu : l'Inde, par exemple.

Il faut bien comprendre les racines historiques de cette ambiguïté. À partir du xvi^e ou du xvii^e siècle, nos sociétés ont connu une paix relative, une certaine stabilité économique et culturelle. Nous avons appris à nous penser comme un des « centres du monde ». Pendant ce temps, nous nous sommes endormis ; nous n'avons pas compris à quel point le reste du monde bougeait vite, allait de révolution en révolution. Subitement, vers le milieu du xix^e siècle, nous nous sommes retrouvés aux prises avec un impérialisme politique, culturel, économique, un impérialisme brutal et doté de moyens que nous ne possédions pas¹². Nous nous sommes trouvés démunis, impuissants, alors même que nous pensions être le cœur du monde, la civilisation la plus achevée, un des empires les plus puissants. D'où un besoin, une urgence de rattrapage, un complexe, une conscience malheureuse, une aliénation.

Tout cela n'a pas complètement changé aujourd'hui. Cette urgence de la modernité et cette difficulté devant la modernité font problème pour l'Iran d'aujourd'hui, comme pour celui d'hier ; cette contradiction traverse également la diaspora, qui recherche son identité. Chacun à sa manière – l'État, les individus, mais aussi les religieux et les croyants – cherche à répondre à ce défi. Nous avons collectivement perdu du

12. La Russie a annexé dès 1801 l'Arménie et l'Azerbaïdjan iraniens, puis le Turkménistan iranien entre 1873 et 1881. Les Britanniques, de leur côté, exerçaient une influence croissante.

temps, d'abord avec une modernisation à marche forcée imposée d'en haut et donnant l'impression d'être tributaire des intérêts étrangers, puis avec la guerre, puis à chaque fois que nous écartons trop de la rationalité dans les choix économiques : par exemple, gérons-nous de manière rationnelle la rente pétrolière ? Avec l'augmentation des prix du pétrole, l'Iran a recueilli sur les marchés internationaux environ 120 milliards de dollars, l'équivalent du plan Marshall en dollars constants. Qu'a-t-on fait de cet argent ? On ne voit même pas où ont pu passer des sommes aussi considérables. L'inflation semble entretenue par les distributions de l'État. Je ne suis pas spécialiste, mais est-on en train d'agir rationnellement comme le ferait n'importe quel État moderne ?

Je regarde beaucoup en ce moment du côté de l'expérience indienne. Voilà une immense nation, elle aussi longtemps en difficulté avec la modernité, qui a connu longtemps un État peu efficace, une philosophie du détachement de ce monde où chacun dispose de l'éternité de ses vies à venir, les castes etc., beaucoup de handicaps que nous n'avons pas ; et pourtant, l'Inde se réveille et commence à trouver sa place dans le monde, à regagner en puissance, tout en restant largement elle-même. L'Inde, elle, bouge. »

CERCLES DU POUVOIR ISLAMIQUE : ENTRE DÉSIR D'OUVERTURE ET « JACOBINISME » CHIITE

L'ancien président de la République Mohammad Khatami nous reçoit dans une villa qui appartient à la fondation de l'imam Khomeyni. Celui-ci ne s'était pas installé à Qom, la ville sainte, lorsqu'il revint d'exil, mais dans une maison au nord de Téhéran, dans les beaux quartiers. De là, il dirigeait la révolution, vivant simplement. Sa maison est devenue un petit musée que ne visite pas grand-monde, à la différence de son mausolée, devenu un lieu de pèlerinage. Une maison comparable nous accueille : vaste, sans ostentation, dans un agréable jardin planté à flanc de montagne, avec de beaux arbres. L'ambiance est silencieuse, presque recueillie.

En réponse à nos questions, les mots sont pesés, prononcés doucement.

« Qu'y a-t-il de nouveau dans le monde ? », lui demandons-nous. « La mondialisation, répond notre hôte. Voilà un phénomène nouveau auquel nous devons tous nous adapter. La mondialisation, ce n'est pas l'uniformisation. Au contraire, elle fait apparaître plus fortement les identités culturelles. Tous les peuples de la terre partagent d'une certaine manière un destin commun, c'est un fait. Nous devons nous y habituer et en tirer les conséquences. Mais ce destin commun n'exclut pas les différences. Nous avons des problèmes différents des vôtres parce que notre histoire est différente. Nous connaissons le problème du développement, ou plus exactement celui du passage du non-développement au développement. Nous avons pris du retard en ce qui concerne la production de la science (sic). Nous avons pris du retard dans la production des technologies (sic). Nous avons des difficultés dans le domaine de l'éducation. Il faut aussi l'admettre : nous avons des problèmes en matière de développement politique. Nous ne pouvons franchir certaines étapes du développement économique sans combler ces retards politiques. Or, en matière de développement politique, il y a certaines étapes que nous n'avons encore jamais parcourues. Une des conditions du développement, c'est la démocratie. L'un et l'autre ne peuvent être séparés. Le problème qui nous est posé est de savoir quelle forme de démocratie peut exister chez nous. Comment adapter la démocratie à notre pays ? La mondialisation nous force à chercher le développement. Le développement nous oblige à la démocratie. L'exigence de démocratie nous conduit à chercher de nouveaux modèles de démocratie qui correspondent à l'histoire de notre pays. Les modèles européens fondés sur les idées du XVIII^e siècle ont des choses à nous apprendre. Mais ils ne nous correspondent cependant pas entièrement. Nous sommes obligés d'inventer autre chose. »

« D'où vient la violence dans le monde d'aujourd'hui ? », interrogeons-nous. « Elle vient des discriminations, répond l'ancien président. Elles existent à tous les niveaux. Elles existent dans chaque société. Elles provoquent le ressentiment, la colère, et finalement la violence. Dans le monde, l'Orient se sent méprisé. Il a l'impression que les Occidentaux ne veulent pas qu'il se développe. Il a l'impression qu'on veut lui refuser d'être traité sur un

pied d'égalité. D'où une réaction qui produit l'extrémisme. L'extrémisme engendre la violence. À la violence répond la violence. Violence et contre-violence produisent un manque de sécurité à l'échelle mondiale. L'insécurité amène chacun à se replier sur lui-même. Nous oublions que nous avons un destin commun. Pour sortir du cycle de la violence, il faut d'abord des institutions qui assurent la justice internationale. Des institutions crédibles qui n'apparaissent pas comme étant au service de l'Occident. Nous n'en avons pas. La justice est très importante pour déjouer l'extrémisme et la violence. Il faut ensuite trouver des solutions pour résoudre les problèmes économiques – les États doivent s'aider les uns et les autres, car c'est leur intérêt commun, même si chaque peuple doit faire son chemin. Il faut enfin un changement d'attitude : il faut que l'Occident se départisse de son mépris, qu'il cesse de déconsidérer ce qui ne relève pas de sa tradition. De son côté, l'Orient doit se départir de son complexe d'infériorité et de sa critique permanente et agressive de l'Occident. Nous devons retrouver le sens d'un destin commun malgré nos différences. Nous devons approfondir la connaissance mutuelle de nos identités respectives, pour respecter ce qui nous rend différents, mais aussi pour discerner les points qui, sous le voile des différences, nous sont communs. »

Toute différente est l'ambiance du séminaire du grand ayatollah Makarem Shirazi à Qom, la ville sainte. L'ambiance est scolaire et religieuse à la fois. La bibliothèque où l'on nous reçoit est le cœur du séminaire qui comprend aussi un lieu de prière, des salles de réception, des dortoirs, une petite mosquée. Tout autour, des librairies, de petites échoppes. Les ouvrages de science coranique, aux reliures de cuir doré, tapissent les murs. On se déchausse. On vient écouter un maître. Tout comme des milliers d'Iraniens et de croyants du monde entier qui sollicitent ses conseils, ses avis, ses interprétations. Il est entouré de disciples, parmi lesquels un de ses fils qu'il prépare pour sa succession. L'heure de la prière marquera la fin de l'entretien.

« *Que veut le peuple ?* », lui demandons-nous. « *Nous, nous sommes en contact avec lui, répond-il. Avec tous. Les petits et les grands. Les gens viennent nous voir. Nous essayons de les aider. Nous les écoutons. Nous parlons à chacun. Nous prenons le temps. Vous savez, le peuple iranien*

ne veut rien d'extraordinaire. Il veut la justice; il veut aussi la sécurité; il veut la rationalité.

« Pourquoi l'Iran est-il mal compris dans le monde? Pourquoi cette agressivité de certains médias? », interrogeons-nous ensuite. « C'est à vous de me le dire, réplique-t-il Pour moi, c'est à cause de l'ignorance. Les gens ne connaissent pas l'Iran. Alors, inévitablement, il y a des préjugés, des procès d'intention. Ceci dit, je n'arrive pas entièrement à comprendre la réticence des Occidentaux à venir ici se faire leur propre opinion. C'est vrai qu'il faut de la modestie pour découvrir les autres. Il faut du temps. Il faut apprendre à se parler. Il faut apprendre à s'écouter. Il faut apprendre à se comprendre. »

Lorsque nous lui demandons quel rôle peut avoir l'islam dans la société, il répond : « Il règne en Occident une vision appauvrie de l'islam. Cela fait partie du problème que nous avons avec les Occidentaux. On entretient l'impression que l'islam et la modernité s'excluent l'un l'autre. Or l'islam a beaucoup de réponses à apporter aux problèmes de la modernité. Dans tous les domaines. Nous travaillons beaucoup sur ce thème. J'ai écrit des livres à ce sujet. Il faut les lire. »

À la question : « Que faire aujourd'hui? », le grand ayatollah répond : « Il nous faut un dialogue avec les autres religions. Il nous faut un dialogue avec les autres peuples. Ce que pensent vos dirigeants, je ne le sais pas. Mais j'espère qu'il y aura des hommes de bonne volonté qui accepteront de venir à nous, de nous connaître et de nous comprendre. Nous les attendons. S'il s'en présente, ce sera une bonne nouvelle. Il faudra parler avec eux. Nous le dirons au peuple. Nous aussi, nous allons redoubler d'efforts pour mieux faire connaître notre vision des choses. Nous allons ouvrir une antenne de sa fondation à Londres. Chacun doit faire ce qu'il peut ».

Le pouvoir religieux revêt plusieurs aspects. Un aspect économique d'abord : les fondations pieuses dirigées par les grands ayatollahs sont des puissances d'argent qui possèdent des biens immobiliers et industriels. Les grands ayatollahs disposent ensuite d'une importante puissance sociale : ils ont des « clients » fidèles dans tous les milieux de la société – personnes démunies tributaires de leur aide, parents de leurs étudiants, anciens étudiants, juges formés par eux, clients et

fournisseurs de leurs fondations, élites administratives, militaires et politiques. Les plus puissants sont au centre de réseaux d'influence dont l'efficacité n'échappe pas aux milieux d'affaires qui prennent soin de se concilier leurs bonnes grâces. Les grands ayatollahs ont de surcroît un pouvoir intellectuel et médiatique. Ils ont aussi une capacité jurisprudentielle en droit islamique et une influence sur les tribunaux. Le pouvoir des religieux dépasse donc largement leur participation au pouvoir politique proprement dit. D'où l'exaspération qu'ils suscitent parfois chez les laïques.

Aujourd'hui, la réalité du pouvoir appartient toujours à un religieux : le Guide de la révolution islamique. Il détient les pouvoirs essentiels : l'armée, la police, les services secrets, la diplomatie, la justice islamique, le contrôle des gardiens de la révolution... Comme le faisait l'ayatollah Khomeyni, il réside à Téhéran, mais il se rend une fois par semaine dans la ville sainte pour donner ses cours et présider à des prières, ce qui est l'occasion pour lui de voir les autres dignitaires religieux. Le Guide actuel ne se cantonne pas dans un rôle spirituel. Encore plus que son prédécesseur, il utilise la totalité de ses pouvoirs. Sa mission première est de préserver le régime issu de la révolution. Il joue un rôle d'arbitre entre les tendances. Il est aussi garant de la popularité du régime. Il dispose d'un représentant dans chaque village et dans chaque quartier. Il a un « staff » composé d'un millier de conseillers et d'émissaires dans tous les domaines. Dans les faits, par le biais des nominations et de la censure, il contrôle les médias publics, les chaînes de télévision et les stations de radio. C'est lui, et ceux qui le conseillent, qui aurait, au dernier moment, soutenu la candidature du président actuel, Mahmud Ahmadinejad, un laïque, réputé incorruptible, proche des pauvres, pour « faire le ménage » dans l'administration et l'économie d'État.

Le président de la République islamique dispose, lui, d'un rôle davantage limité à la vie économique et sociale. Il est surtout le patron de l'administration et du secteur public. Comme le Guide ne voyage pas, il assure la représentation diplomatique du pays à l'étranger. Son action est placée sous le contrôle de plusieurs pouvoirs : le Conseil

de discernement de l'intérêt supérieur du régime, l'Assemblée des experts, et le Parlement qui peut s'opposer à ses initiatives. L'actuel président occupe ce poste depuis plus de deux ans. Il a procédé à un renouvellement complet de la haute administration et des dirigeants des entreprises publiques, où il a placé des hommes dont il se sent proche : modestes, croyants, « proches des pauvres » ; les compétences ont été un critère secondaire. Le président dit se méfier des intellectuels. Il n'a pas confiance dans les experts.

À certains égards, le pouvoir civil actuel continue à reproduire certains traits d'une sorte de « jacobinisme chiite » décrit par les intellectuels au début de la révolution¹³ :

- l'unanimité révolutionnaire : la recherche d'une « parole-action » unitaire de tout le peuple qui conduit à marginaliser les opposants dans l'espace public et à les exclure des responsabilités ;

- l'égalitarisme et le mépris des « arrogants » : « De même que le Jacobin ou le sans-culotte se distingue par son antiaristocratie, ses aspirations égalitaires, son mépris (de classe) pour la culture, ses tendances xénophobes, sa fraternité vis-à-vis de tout citoyen de la patrie, de même le gardien de la révolution khomeinien des comités islamiques est zélé à pourchasser les « corrupteurs de la terre »¹⁴ ;

- le populisme économique : « De même que le jacobinisme exprime les aspirations et les représentations de la petite bourgeoisie et de la petite paysannerie, c'est-à-dire l'idéologie de la petite propriété, l'idéal social du chiisme khomeinien se présente comme partisan de la petite production urbaine et rurale, du monde traditionnel attaché au bazar¹⁵ » ;

- l'anti-impérialisme : la république khomeinienne a voulu depuis ses débuts symboliser « pour les « damnés de la terre » une revanche sur l'impérialisme, briseur d'identité nationale et culturelle¹⁶ ».

13. F. Hamed, « Du jacobinisme chiite », in *Iran, histoire et révolution*, Le Sycomore, Paris, 1980, p. 9-23.

14. *Id.*, *ibid.*

15. *Id.*, *ibid.*

16. *Id.*, *ibid.*

Cet anti-impérialisme contre une Amérique perçue comme affaiblie est toujours d'actualité; c'est dans ce contexte qu'il faut replacer l'antisionisme.

Selon un de nos interlocuteurs, *« l'antisionisme doit se comprendre à la lumière de l'antiaméricanisme. On accuse surtout Israël de prolonger et d'exacerber l'impérialisme américain dans la région. Ceci dit, il n'y a pas de réel sentiment anti-Israélien. Encore moins de sentiment antisémite. Israël est un pays moderne, admiré comme tel. C'est un pays efficace. Beaucoup ont du mal à comprendre pourquoi on prend, en ce moment, fait et cause pour les Palestiniens, dont les Arabes eux-mêmes se désintéressent, alors qu'Israël a aidé l'Iran pendant la guerre avec l'Irak, et apparaît même, à certains, comme un allié « naturel » de l'Iran, de même que la Turquie. »*

Nous avons l'impression que ce qui peut rester du « jacobinisme chiite » dans la pratique du pouvoir est de moins en moins accepté par une société qui a beaucoup évolué depuis 1979, même dans les milieux populaires.

En tout état de cause, personne ne désire le retour aux années noires des débuts de la révolution. *« Lorsque la révolution a « dérapé », les choses ont été très difficiles pour la plupart des Iraniens, pas seulement pour les intellectuels, rappelle une artiste que nous avons rencontrée. Nous avons connu le terrorisme à l'intérieur du pays, les délations, les arrestations, les confiscations, les exécutions, les humiliations. Sans parler de la guerre, des morts, des pénuries, de l'isolement. Personne, absolument personne ne souhaite revenir en arrière, vers cette période terrible. »*

MILIEUX D'AFFAIRES

« On peut réussir et prospérer en Iran, même si l'on est étranger », nous raconte un jeune entrepreneur français qui dirige une dizaine de petites sociétés dans le pays. « Notre perception de l'Iran, y compris dans les cercles diplomatiques, est complètement fausse. L'image que nous en avons est faite de stéréotypes : un pays arrêté depuis la révolution, en proie au messianisme religieux, un pays agressif, xénophobe, dangereux... Je vis ici depuis plus de quinze ans. L'Iran est un pays émergent. Le moins connu,

le plus vierge des pays émergents. Je suis toujours surpris de la myopie des Européens. Il y a tant à faire ici, si bien que pour les entrepreneurs, l'Iran peut être un eldorado. À condition de respecter certaines règles. Certains secteurs stratégiques – la défense, l'énergie, mais aussi l'automobile, le commerce de gros des denrées alimentaires, les produits pharmaceutiques – dépendent directement ou indirectement des pouvoirs, ou de groupes d'intérêts organisés liés aux pouvoirs. Mieux vaut se tenir à l'écart. Il n'y a pas de réelle sécurité juridique. Une expropriation, une suspension de licence, une annulation de contrat, une amende, sous un prétexte ou sous un autre, sont toujours possibles. Il faut rester prudent. Il y a des limites à ne pas franchir. En revanche, pour tout le reste de la vie des affaires, il n'y a pas de problèmes particuliers, du moment que les sociétés restent de petite taille : on trouve des investisseurs, des clients, des fournisseurs, des compétences, des concurrents. Sur tous les marchés lucratifs, il y a une vraie vie économique. L'État providence iranien n'a pas disparu : nous assurons nos salariés, nous cotisons pour leurs retraites. Il y a des contrôles techniques dans tous les domaines, une réglementation qui protège les consommateurs. On ne fait pas n'importe quoi en Iran. Mais on peut gagner de l'argent, à condition de proposer quelque chose qui n'existe pas encore : des services modernes notamment, des services spécialisés aux entreprises. Il y a beaucoup d'opportunités. Les consommateurs iraniens sont réceptifs aux nouveautés. Dans beaucoup de domaines, les importations ne posent pas plus de problèmes qu'ailleurs. »

Pour un industriel iranien, récemment revenu d'Europe de l'Est où il dirigeait un fonds d'investissement, la vision est un peu différente : « Nous, les Iraniens, nous sommes attachés à ce pays. Quand j'étais dans les pays baltes, l'Iran me manquait. Je me suis dit : quitte à travailler dans des pays en transition, pourquoi pas l'Iran. Les biens de ma famille avaient pourtant été confisqués. J'avais des doutes, des appréhensions. Vous savez, ce n'est pas facile de passer tous les jours devant la maison où vous avez grandi et que l'on vous a prise... Mais c'est le passé. Je suis revenu. Il y a des besoins d'investissements dans de nombreux secteurs. Notamment dans l'industrie. Le pays a des besoins dans tous les domaines. Il a des compétences. Beaucoup de brevets et de technologies sont disponibles sur

les marchés internationaux à des coûts abordables. Nous les introduisons en Iran avec succès. Les partenaires étrangers sont souvent réticents à aller plus loin : beaucoup sont prêts à vendre une franchise, à facturer des prestations de services; moins nombreux sont ceux qui veulent investir directement en Iran. L'administration américaine les en dissuade d'ailleurs assez efficacement. Nous arrivons à nous débrouiller : acheter des terrains, importer, réhabiliter des infrastructures, créer des réseaux de distribution, faire de la publicité, tout cela est possible en Iran. Il faut dire cependant les choses avec netteté : rien n'est fait pour aider les industriels. Ils paient des taxes foncières, des charges sur les salaires, ils sont contrôlés étroitement; aucune de ces contraintes ne pèse sur le commerce, qui est le secteur privilégié par le régime depuis la révolution, surtout le petit commerce. Une grande partie de ce secteur est totalement informelle, ne paie rien du tout et s'organise comme il l'entend. »

Un cadre dirigeant iranien d'une grande société iranienne nous confirme ce diagnostic : *« La production n'a pas bonne presse, même si nous disposons d'une main-d'œuvre de qualité, à tous les niveaux. Beaucoup de dirigeants n'aiment pas l'industrie, les usines, les grands rassemblements d'ouvriers. Ils s'en méfient car ils sont difficiles à contrôler. Il y a un goût prononcé pour le commerce, l'import-export, l'intermédiation, la petite boutique. Le type d'activité privilégié par la législation économique, c'est encore celui-là. Dans beaucoup d'entreprises, dont la mienne, les décisions sont allées dans ce sens. On a réduit l'appareil de production. On a gardé le réseau commercial et développé le marketing, en important de plus en plus de produits de Chine, d'Inde, d'Asie... Les marges sont bonnes. Alors de quoi se plaint-on ? Moi, je m'inquiète pour l'emploi des Iraniens, pour la perte des savoir-faire, pour la désindustrialisation du pays... Mais ce sont des questions que vous vous posez aussi en Europe. Où arrêter le curseur entre protectionnisme stérile et importation à tout-va ? »*

Un autre chef d'entreprise iranien essaie de préciser la complexité des rapports entre le pouvoir politique et le monde des affaires : *« L'Iran est un État administré mais pas une économie administrée. On ne peut rien y faire sans autorisation, permis et contrôles. L'administration et les autorités politiques gardent un fort pouvoir de contrôle sur les projets*

industriels ou immobiliers. Les pouvoirs locaux – les députés notamment –, les maires jouent un rôle de plus en plus important par rapport aux gouverneurs. Ils voient, comme partout, les intérêts de leur région, l'emploi, la richesse créés par un projet. Il faut entretenir des contacts, des relais. C'est une évidence, mais je m'inscris en faux contre l'idée que tout le système serait corrompu. Un de nos interlocuteurs, très pieux, très convaincu de l'intérêt général, refuse même que nous l'invitions à déjeuner, pour éviter tout risque de confusion ! Il y a de la corruption, mais il y a aussi beaucoup d'élus, de fonctionnaires, d'administrateurs intègres qui essaient de faire leur travail de manière professionnelle. Il faut se méfier du « tous pourris » qu'on entend dans les milieux iraniens aisés de Los Angeles, Londres ou Paris. Ces gens ne travaillent pas ici. Ils entretiennent la nostalgie du passé et considèrent volontiers comme des « collabos » les entrepreneurs qui sont revenus et travaillent avec la République islamique. Nous suivons les évolutions politiques. Le système n'est pas consensuel. Il y a des conflits parfois vifs. Il y a aussi l'habitude de défaire par principe ce qu'ont fait vos prédécesseurs. Il reste une certaine méfiance vis-à-vis des étrangers ou des Iraniens de la diaspora. La sécurité juridique n'est pas garantie. Mais on peut travailler, s'organiser, faire vivre la concurrence. L'économie ne peut pas être décrite comme une économie planifiée et administrée. »

Selon un cadre dirigeant expatrié au contact du secteur pétrolier en Iran, « les Iraniens sont dans une situation un peu schizophrénique : d'un côté, ils veulent des investissements étrangers dans tous les secteurs : le gaz, mais aussi l'exploration pétrolière, le raffinage, d'un autre côté, ils demeurent réticents. Cela ne date pas d'hier. Il faut se souvenir de Mossadegh¹⁷. Tout cela se traduit par beaucoup de complexité, de sophistication.

Voici quelques exemples. Pour la prospection, le gouvernement est prêt à lancer l'exploration dans l'est et le centre du pays, qui sont encore des *terrae incognitae* au plan pétrolier ; il a commencé à découper des périmètres d'exploration dans le centre mais ne veut pas commencer lui-même les

17. Mossadegh, nommé Premier ministre en 1951, procéda à la nationalisation de l'industrie pétrolière iranienne. Confronté au blocus britannique, au boycottage des compagnies pétrolières, à l'opposition du shah, son gouvernement fut renversé en 1953 ; lui-même fut condamné à trois ans de prison.

premières études géologiques qui permettraient à des compagnies d'investir plus efficacement dans l'exploration proprement dite. Pour le gaz, les choses tardent, les contrats sont compliqués. Les Iraniens ont renoncé dans ce domaine à l'ancien système qu'ils avaient imposé pour le pétrole, celui du *buy back*, où l'investissement étranger rémunérerait son investissement (plus les intérêts) en récupérant une certaine quantité de la production, cette dernière étant gérée par la NIOC (National Iranian Oil Company) et faisant l'objet d'un *management fee* (17%). Ce système était compliqué et coûteux pour l'Iran. C'est pourquoi, pour l'exploitation des nouveaux gisements de gaz, les Iraniens comme les investisseurs étrangers ont souhaité introduire de vraies *joint-ventures* qui permettent de bénéficier de la capacité commerciale et technologique des investisseurs, mais les contrats restent, même lorsque les termes en sont conclus, soumis à de nombreuses discussions techniques, financières.

On avance lentement. Le système a du mal à décider. Celui qui prend une initiative suscite la méfiance, la critique, la suspicion. Pourtant, les besoins d'investissements sont importants dans le raffinage pétrolier lui-même car il est en mauvais état. Le temps est loin où l'Iran était un des premiers producteurs mondiaux de kérosène pour les avions et des produits fins du raffinage. Au terme d'un audit de production que nos services font régulièrement, nous avons pu améliorer de 20 % les rendements sur l'ensemble des gisements. Les Iraniens ont été très contents. Bien entendu, nous ne nous limitons pas à la seule activité pétrolière. Nous essayons de créer des liens, des intérêts communs, de réduire l'écart entre la France et l'Iran. Chaque année, nous subventionnons plusieurs étudiants qui partent compléter leur formation en France : des ingénieurs, des médecins. Certains, surtout les ingénieurs, restent, mais la plupart reviennent. Les Iraniens aiment leur pays. Tous les médecins que nous avons formés sont revenus. Le système universitaire est de bonne qualité. Il est très sélectif pour les filières d'excellence, avec un concours national et un *numerus clausus* très sélectif pour les meilleures universités – Téhéran, Ispahan. Le niveau technologique est élevé. Mais dans ces domaines, comme dans d'autres, nous butons aussi sur la complexité du processus de décision et une idéologie de suspicion à l'égard des étrangers : un gouverneur défait ce qu'a fait son prédécesseur,

on nous accuse de favoriser la fuite des cerveaux, de vouloir nous faire de la publicité sur le dos de la misère des gens lorsque nous aidons des œuvres caritatives. Tout est complexe, mais cela n'empêche pas de faire des choses. Pour cela, il faut de la patience. »

Fondation pour l'innovation politique – 2008

ISBN 978-2-917613-00-9

La rencontre personnelle avec les Iraniens d'aujourd'hui visait à répondre à des questions que notre connaissance lointaine de ce pays laissait sans réponse.

Nous voulions aller voir derrière les images les plus répandues ou les préjugés qui concernent l'insécurité, l'hostilité à l'égard des étrangers et le rôle des femmes, et savoir ce qu'il en est du développement en Iran d'une culture moderne brillante. Nos interrogations ont reçu des débuts de réponse.

ALLER EN IRAN

5-16 JANVIER 2008



→ Jérôme MONOD
Président d'honneur
de la Fondation pour l'innovation politique



→ Franck DEBIÉ
Directeur général
de la Fondation pour l'innovation politique